

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Diplomatie : la Première ministre présente à l'investiture du président ougandais

Y.F.I  
Libreville/Gabon

L'AXE diplomatique Libreville-Kampala est au beau fixe. La preuve vient à nouveau d'être apportée avec le récent séjour de la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, dans la capitale ougandaise. En effet, la cheffe du gouvernement y a été dépêchée mercredi dernier par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba empêché en raison de son agenda (lire par ailleurs). Là-bas la cheffe du gouvernement a représenté le président de la République à l'investiture de son homologue ougandais, Yoweri Kaguta-Museveni, réélu il y a quatre mois à la tête du pays. En marge de la cérémonie de prestation de serment, Rose Christiane Ossouka Raponda a été l'hôte du président ougandais. Occasion pour l'émissaire gabonaise de s'entretenir avec le premier magistrat ougandais sur les questions inhérentes au renforcement de la coopération bilatérale. Les deux personnalités ont ainsi réaffirmé leur volonté de renforcer davantage les relations bilatérales, déjà observables dans plusieurs domaines. Dans la même foulée, la représentante d'Ali Bongo Ondimba a remis en mains propres à Yoweri Kaguta-Museveni, le message personnel de son homologue gabonais. Nul doute que la Zone de libre-échange africaine (Zlecaf), lancée en début d'année, et la gestion à l'échelle continentale de la pandémie mondiale, le Covid-19, ont figuré en bonne place dans ledit message. Pour rappel, l'entretien entre Rose Christiane Ossouka Raponda et Yoweri Kaguta Museveni intervient après la rencontre, en novembre dernier à Libreville, entre le

président gabonais et Adonia Ayebare, représentant Permanent de l'Ouganda auprès des Nations unies. Arrivé à la tête de l'Ouganda en 1986, Yoweri Kaguta-Museveni a réussi le pari de restaurer la paix dans son pays en 2006, et ce, après les exactions commises par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA); tout comme la relance de l'économie au point de faire passer l'Ouganda comme un "bon élève du FMI".



La cheffe du gouvernement remettant au président ougandais le message de son homologue gabonais.

## RHM : les précisions d'Edgar Owono Ndong

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

UN feuillet politique à multiples rebondissements et intrigues. Voilà, désormais, à quoi s'apparente la "guerre fratricide" entre Michel Menga M'Essone et Alexandre Barro Chambrier. Après la sortie, le week-end écoulé, du premier cité, le camp de son ex-camarade a jugé impérieux d'apporter la réplique. Objectif : "rétablir la vérité et par la même occasion dissiper la confusion entretenue". D'où la conférence de presse organisée, le 12 mai passé, par Edgard Owono Ndong, 3e vice-président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) au siège du parti éponyme. D'entrée de jeu, ce dernier a souligné que le Rassemblement Héritage et Modernité (RHM) a été porté sur les fonts baptismaux le 9 juillet 2017, sur les cendres du Front pour l'unité nationale et le développement utilitaire (Fundu), présidé à l'époque par Noël Borobo-Epembia, à la faveur d'un Congrès extraordinaire de changement de dénomination. Lequel congrès, selon lui, avait



Edgard Owono Ndong © éclairant la lanterne de l'opinion.

acté le changement de dénomination, du logo, de la devise et des organes dirigeants avec comme président Alexandre Barro Chambrier. Non sans brandir les fiches d'adhésion au Fundu, dont celles des deux protagonistes. Et le député du deuxième siège du canton Elellem de préciser que : "le 22 août 2017, le ministère de l'Intérieur délivre, conformément aux dispositions des articles 33, 34, 35 et 36 de la loi n° 16/2011 du 14 février 2012 portant modification de la loi n° 24/96 du 6 juin 1996 relative

aux partis politiques, un récépissé définitif de changement de dénomination du Fundu devenu RHM. Soit 32 jours après". Pour mieux éclairer l'opinion sur ce différend qui n'a pas lieu d'être, le 3e vice-président du RPM est revenu sur l'entrée au gouvernement de Michel Menga-M'Essone, le 4 mai 2018. Avant de rappeler l'exclusion de ce dernier des rangs du RHM. Droit dans ses bottes, Edgard Owono-Ndong a souligné que "le 23 décembre 2020, le ministère de l'Intérieur délivre un récépissé de dépôt du dossier complet des

actes du congrès extraordinaire de changement de dénomination de RHM en RPM, de son logo, de sa devise et de ses organes dirigeants, soit 18 mois après la notification". Une genèse relatée par le 3e vice-président du RPM pour battre en brèches les récentes déclarations de Michel Menga-M'Essone. L'ordonnance rendue par le juge des référés n'a pas été occultée. "(...) L'ordonnance du 16 avril est loin de clore les débats. D'abord parce qu'il s'agit d'une décision en première instance susceptible d'appel et comme la loi nous y autorise, nous avons dès le 19 avril, interjeté appel et nous verrons bien ce que dira le juge en deuxième instance", a-t-il déclaré. Avant de préciser, "nous avons saisi le juge des référés pour qu'il ordonne la cessation des troubles que Michel Menga occasionne par ses déclarations et ses ultimatums. Notre requête ne portait pas sur le fond, c'est-à-dire, sur le problème de l'existence juridique du RPM ou sur celui de la légitimité à la tête du RPM". C'est dire que l'actuel conflit est loin de connaître son épilogue.